



PARTICIPATION DES DIVERSES PARTIES PRENANTES DANS LE CFS
ÉDIFICATION D'INSTITUTIONS DE GOUVERNANCE NATIONALES ET REGIONALES POUR LA
SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITION
ÉVENEMENT PARALLELE A LA CONFERENCE REGIONALE DE LA FAO EN AFRIQUE
LUANDA - ANGOLA, LE 5 MAI 2010

1. HISTORIQUE

Confrontés avec l'augmentation de la faim et avec le besoin de développer le gouvernement global dans nos systèmes d'alimentation, les États membres ont accepté, à la 34^e séance du CFS (Comité de la Sécurité Alimentaire), en octobre 2008, de s'embarquer sur une réforme du CFS, de sorte qu'il puisse jouer ses rôles essentiels dans le domaine de la sécurité alimentaire et de nutrition. Le Conseil de la FAO a considéré que « la réforme du CFS est cruciale pour le gouvernement de la sécurité alimentaire mondiale, concernant l'exploitation de synergies avec le *Partenariat Global pour l'Agriculture, Sécurité Alimentaire et Nutrition émergent* » (CL 136/REP, paragraphe 29). La réforme du CFS a été débattue dans plusieurs forums (comprenant G8, G20 et l'Assemblée Générale de l'ONU) et a été conclue à la 35^e séance du CFS, en octobre 2009.

L'importance de la réforme du CFS a été identifiée par tous les États membres dans la déclaration finale du Sommet Mondial sur la Sécurité Alimentaire et par la Conférence de la FAO (novembre 2009). Les membres ont convenu que, commençant après la réunion du Comité en octobre 2009, les activités du CFS (en particulier dans les secteurs de la convergence politique) seront les premières à implémenter. Favoriser une plus grande convergence politique à tous les niveaux impliquera, d'abord, la promotion et le développement d'une stratégie aux niveaux national et régional pour encourager l'encadrement institutionnel cohérent, ce qui permettra la discussion et l'implémentation de politiques d'alimentation et de nutrition. Ceci doit être fait sur la base des bonnes pratiques, de l'expérience acquise, des informations recueillies aux niveaux national et régional, des conseils d'experts et des recommandations des différentes parties prenantes.

Au niveau national, en Afrique, plusieurs pays, tels qu'Angola (le pays d'accueil) ou le Mozambique, ont approuvé et sont en train de développer leurs stratégies nationales de sécurité alimentaire et l'encadrement institutionnel spécifique, qui peuvent être liés avec le CFS. Plusieurs autres pays sont en train de suivre la même voie. Souvent, ces structures visent à combiner les plateformes durables de diverses parties prenantes avec une coordination interministérielle renforcée. D'autres pays dans la région ont des arrangements différents, basés sur un point focal institutionnel de sécurité alimentaire ou mettant en place des

encadrements spécifiques (« compacts »), dans lesquels les plans du pays seront discutés par un groupe de parties prenantes, donateurs y compris.

Plusieurs gouvernements nationaux et Organisations d'Intégration Économique Régionale ont également conçu et ont démarré des programmes de grande échelle pour la sécurité alimentaire aux niveaux national et régional (NPFS/RPFS), lesquels visent à aider des efforts de pays membres pour atteindre les objectifs concernant la réduction de la faim, stipulés par le Sommet Mondial de l'Alimentation et les MDGs. Parmi ces programmes nationaux, douze sont déjà en train d'être implémentés. Il est important de discuter ces expériences afin d'évaluer la meilleure façon d'encourager une plus grande cohérence institutionnelle et politique aux niveaux national et régional.

Pendant les discussions du CFS, la dimension (sous)régionale des diverses parties prenantes a souvent été mentionnée. Maintenant, c'est le moment de démarrer la discussion sur comment lier concrètement les processus régionaux existant avec le CFS international. Cet événement parallèle sera l'occasion pour discuter cette dimension, basée sur des expériences concrètes de certains pays et aussi d'organisations sous-régionales.

L'objectif, la méthodologie, l'ordre du jour provisoire et les résultats prévus pour l'événement parallèle sont présentés ci-dessous.

2) OBJECTIF

Contribuer pour discuter des bonnes pratiques institutionnelles existantes, des leçons apprises et des possibles liens avec l'implémentation régionale du CFS, particulièrement en ce qui concerne l'établissement des mécanismes de participation des diverses parties prenantes au niveau régional.

3) METHODOLOGIE

3.1 Conférenciers

L'événement latéral en Afrique sera ouvert par le Président du CFS. Les résultats des discussions précédentes de la conférence de la FAO en Amérique Latine et dans les Caraïbes seront partagés.

Les gouvernements nationaux, tels qu'Angola (le pays d'accueil) ou le Mozambique, seront invités à partager leurs expériences, aussi bien que les pays avec d'autres structures, telles que le Mali et le Sénégal.

Les organisations régionales (ECOWAS), les initiatives régionales (CAADP/NEPAD) et la société civile présenteront des expériences actuelles dans la région et les résultats des discussions en vue de la création d'un Forum de OSCs/ONGs lié au CFS.

Des expériences de coopération Sud-Sud pour la sécurité alimentaire peuvent être présentées par un pays bénéficiaire relevant, tel que le Nigéria.

Une étude de cas remarquable du secteur privé national sera identifiée et les représentants respectifs seront invités à faire une présentation.

Les directives indicatives pour les présentations seront distribuées.

Les conférenciers provenant d'autres pays sont invités à arriver à Luanda le 3 mai et à rester jusqu'au 6 mai, selon la disponibilité de vols. Une réunion entre tous les conférenciers et les organisateurs de l'événement est prévue le 4 mai (14:00 - 17:00).

3.2 Invitations à d'autres organismes

D'autres organismes seront invités à assister à la réunion et à participer activement aux discussions. Des efforts significatifs seront faits pour faire participer à la discussion les donneurs (Union Européenne, Agence Espagnole de Coopération Internationale), les représentants d'autres agences de l'ONU et l'équipe de coordination du *UN High Level Task Force*, ainsi qu'un représentant de l'initiative régionale *Alliance contre la Faim*.

3.3 Rapport final

Le rapport final sera produit par l'OCEP et par le secrétariat du CFS.

4) ORDRE DU JOUR PROVISoire ET HORAIRE

13:45 - Ouverture et notes préliminaires par la Secrétaire d'État pour le développement rural, Madame Filomena Delgado. L'événement sera présidé par Noel De Luna, Président du CFS.

Réseaux Institutionnels Nationaux

14:00 – 14:15 – David Tunga, Angola – Ministère de l'Agriculture

14:15 – 14:30 – Marcela Libombo, Mozambique - SETSAN

14:30 – 14: 45 – Ndiobo Diene, Senegal – Ministère de l'Agriculture

Participation de diverses parties prenantes

15:00 - 15:30 - participation de la société civile au CFS, aux niveaux national et régional. Expérience du *Réseau Régional de la Société Civile pour la Sécurité Alimentaire* (les pays de langue portugaise et les résultats des discussions concernant le forum international de la société civile lié au CFS).

15:30 - 15:45 - Jose Macedo, Lactiangol - Angola

Réseaux Institutionnels Régionaux

15:45 – 16:00 – Martin Bwalya , CAADP/NEPAD

16:00 – 16:15 – Oyesola Olumide Oyebanji - South-South Cooperation Initiative, Nigeria

16:15 – 17:00 – Premières remarques

Francisco Sarmiento – FAO

Florence Lasbennes – UN High Level Task Force Coordination Team

Discussion et notes conclusives

5) RESULTATS PREVUS

Les résultats de l'événement parallèle seront partagés par le Président du CFS au cours de la Réunion Ministérielle. Ce sera également le point de départ pour d'autres discussions dans un événement latéral similaire, lequel sera organisé en Asie, au dernier trimestre de cette année (septembre). L'objectif principal c'est d'établir un apprentissage cumulatif impliquant les trois régions.